



COMMUNIQUÉ à l'ensemble des affiliés de l'ISP – 24 novembre 2015

Comité directeur de l'Internationale des Services Publics SC-19 17-18 novembre 2015

Chers/Chères camarades,

Le Comité directeur de l'Internationale des Services Publics (ISP) s'est réuni les 17 et 18 novembre afin d'évaluer les progrès accomplis depuis le dernier Conseil exécutif et de définir les priorités et activités futures. Le Comité directeur a approuvé un budget et un plan de travail afin de mettre activement en œuvre un programme de plus vaste envergure qui requerra le soutien et la participation de tous les syndicats.

En mai 2015, le Conseil exécutif 147 a rappelé que l'ISP s'était érigée en véritable leader mondial de la lutte contre la privatisation, contre les accords commerciaux néfastes et l'évasion fiscale des multinationales, tout en adoptant une position ferme au regard des menaces à l'encontre du droit de grève au sein de l'OIT et en renforçant sa stratégie d'intervention contre la maladie à virus Ebola (EVD).

Le Comité directeur SC-19 a souligné le travail intensif accompli dans ces domaines depuis l'EB-147, et notamment :

- L'entrée en fonction d'un coordinateur de projet sur l'EVD, à temps plein et basé au Ghana, ainsi que l'organisation d'une mission aux Etats-Unis, incluant des participant(e)s de Sierra Leone, du Liberia et du Ghana en vue de faire pression sur le Congrès américain, le ministère américain de la Santé, la Banque mondiale et USAid.
- La participation à la [Conférence internationale sur le relèvement après l'Ebola, organisée à New York](#) afin de garantir que le point de vue des travailleurs/euses œuvrant dans le cadre de la lutte contre l'Ebola soit bien reflété dans les politiques des Nations Unies.
- La participation de la Secrétaire générale au lancement fortement médiatisé de la déclaration de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés (ICRICT) aux côtés de Joseph Stiglitz, de Jose O'Campo et d'Eva Joly <http://www.icrict.org/>.
- L'organisation du [Sommet syndical mondial sur la fiscalité](#), la toute première réunion des syndicats mondiaux et des dirigeant(e)s de la société civile sur l'évolution du programme conjoint mondial visant à contraindre les entreprises à s'acquitter de leur juste part de l'impôt, ainsi que le lancement d'un [exposé commun avec l'ITF sur les pratiques de fraude fiscale orchestrées par Chevron](#).
- La participation à la Conférence internationale du Travail (CIT) et les efforts continus accomplis au sein de la Commission de l'application des normes afin de lever le voile sur les violations au Cameroun, en Algérie, au Guatemala, en Turquie, en Corée, au Swaziland, en Espagne, en Italie, au Venezuela et au Mexique.
- Le dépôt d'une plainte auprès de l'OIT au nom des 230 000 employé(e)s du secteur public canadien et le [soutien des affiliés britanniques contre le projet de loi antisyndicale](#).
- L'organisation de campagnes nationales contre les accords commerciaux dans plus de 10 pays, notamment les campagnes fructueuses en [Uruguay](#) et au Paraguay, au terme desquelles les deux pays se sont retirés des négociations sur l'Accord sur le commerce des services.
- La participation à l'analyse et les publications sur [la divulgation la plus importante de documents commerciaux](#) levant le secret sur l'Accord sur le commerce des services.
- Les activités de plaidoyer relatives à l'élaboration des Objectifs de développement durable des Nations Unies en vue de retirer les références à la [privatisation comme moyen de développement](#).
- La participation à la Conférence sur le financement du développement organisée à Addis-Abeba afin de promouvoir [la justice fiscale comme méthode fiable de financement du développement](#).

Le Comité directeur SC-19 a également approuvé de nouvelles activités visant à déployer notre programme, dont :

- L'adoption d'un programme de travail couvrant de nombreux secteurs à l'échelle des gouvernements locaux et régionaux.
- L'approbation de nouvelles activités visant à soutenir la syndicalisation dans le secteur de la santé, dans des pays pilotes tels que les Philippines et le Brésil.
- L'adoption d'une [résolution d'urgence sur le terrorisme](#), appelant à ce que la justice serve de fondement pour la paix et soulignant le rôle capital des services publics, tant dans l'instauration de conditions propices à la paix et à la justice que dans les réactions aux attaques terroristes.
- L'adoption d'une [résolution d'urgence appelant tous les affiliés à redoubler d'efforts afin de résister face à l'Accord de partenariat transpacifique \(PTP\)](#), à présent que le texte a été publié et confirme nos craintes (voir pièce jointe).
- Le renforcement et la démocratisation des Statuts de l'ISP grâce à l'approbation du travail réalisé par le Groupe de travail sur les statuts de l'ISP et à l'attribution d'un mandat afin de modifier les Statuts avant le Congrès 2017, de sorte à faire encore davantage entendre la voix des travailleurs/euses des services publics.
- Le soutien aux efforts visant à consolider les capacités de recherche et le plan de travail relatif à la migration de l'ISP.
- La prise en compte des directives énoncées par le Fonds Hans Engelberts, qui seront transmises au Conseil exécutif pour approbation.

Le compte-rendu de cette réunion sera très prochainement mis à la disposition de l'ensemble des affiliés de l'ISP via le site Web de l'ISP.

Rosa Pavanelli